L'Inter-Réseaux est sur les rails

Le 29 février dernier, c'était le premier comité technique de l'Inter-Réseaux. L'occasion de présenter son nouveau président, de tracer les perspectives de travail et les grands enjeux d'une dynamique de réseau. Compte-rendu en quelques points.

Pour la première réunion du Comité technique de l'Inter-Réseaux (IR), une trentaine de personnes - dont deux représentants africains (Sénégal et Guinée) - étaient présentes à Paris. Cette séance de démarrage devait permettre, dans la première demi-journée, de bien préciser les modalités de fonctionnement de l'IR. Plus globalement, il s'agissait de réfléchir à l'ouverture du réseau vers d'autres partenaires, notamment, en France et en Europe, et de préciser les modalités d'une meilleure implication du Sud.

Nouveau président de l'IR (voir portrait), Gérard Winter explique le sens qu'il entend donner à sa mission. Trois raisons l'ont amené à accepter cette fonction : la formule réseau qu'il a déjà eu l'occasion d'expérimenter (réseau Amira) permet de faire s'exprimer des idées enracinées dans des expériences concrètes; chacun des réseaux avait produit des résultats intéressants; l'engagement (notamment financier) du ministère de la Coopération en faveur de l'Inter-Réseaux est clair.
Inquiet vis-à-vis d'une certaine « *fatigue des pays occidentaux sur la question du développement* », il espère que l'IR intégrera cet enjeu stratégique. D'où le premier objectif qu'il lui assigne : renouveler et intensifier la réflexion sur des thèmes nouveaux, être capable d'anticiper des évolutions.
Gérard Winter souhaite d'autre part que l'IR favorise l'expression des partenaires du Sud et leur engagement dans ses orientations et ses activités. Le président plaide pour un espace d'expression débarrassé des entraves institutionnelles permettant ainsi de "*libérer la parole*". Il faudrait aussi, explique-t-il, contribuer à resserrer les liens entre les ONG et la recherche.

Le débat qui a suivi, s'est notamment orienté sur la place des différents acteurs dans l'IR. Les chercheurs sont-ils suffisamment présents? Des points de vue contradictoires se sont exprimés : pour certains, l'implication des universitaires est trop réduite alors que « *beaucoup de dirigeants africains passent par les centres de recherche français* »; pour d'autres, il faut éviter toute « OPA *des chercheurs* » sur l'IR. Tout le monde est cependant d'accord pour rechercher un élargissement vers des membres d'organisations de solidarité internationale et des personnalités du Sud (pas seulement africaines d'ailleurs). Cette dernière direction pourrait notamment se traduire par un appui aux travaux de recherche de boursiers étrangers.
Au Nord, il est également important d'intéresser de nouveaux acteurs : la coopération décentralisée, les organisations professionnelles... Même si l'IR doit mieux prendre en compte les préoccupations et les réflexions des partenaires du Sud, il doit, sans réticence, afficher son objectif : stimuler les réflexions des gens du Nord sur l'aide au développement.
Autre débat important : à quel niveau se situe l'engagement des personnes au sein de l'IR? De l'avis général, il apparaît important de conserver une implication tout à fait individuelle, permettant de se préserver de rapports hiérarchiques et institutionnels. Cela va dans le sens du souhait de Gérard Winter de « *libérer la parole* ». Pour autant, cet engagement individuel se double, pour la plupart des membres, de la volonté d'être vecteur de changement dans leur propre institution. Comme l'a souligné un participant, « *il faut rechercher la complicité des institutions* ».

Itinéraire d'un président

Gérard Winter prend ses responsabilités de président de l'Inter-Réseaux dans l'année de ses 60 ans. Il a fait toute sa carrière dans des services et établissements scientifiques spécialisés sur les questions de développement.
Ancien élève de Polytechnique, diplômé de l'école nationale de la statistique et de l'administration économique, il est directeur de recherches de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom). Pendant une dizaine d'années, il réalise diverses missions en Afrique, et notamment au Cameroun, pour le compte de la direction générale de l'Orstom.

Détaché en 1974 au service de coopération de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), il créé puis anime le réseau Amira qui a réuni pendant 15 ans des experts et chercheurs, de diverses nationalités et disciplines, spécialistes du développement rural. Après six années à l'Institut international d'administration publique, il est nommé directeur général de l'Orstom de 1989 à 1995.

Son intérêt pour les relations Nord-Sud n'est pas démenti par ses nouvelles responsabilités. Il est conseiller technique à Dial (Groupement d'études macroéconomiques sur le développement).
Et, depuis début 1996, président de l'Inter-Réseaux.
Il est l'auteur de nombreux travaux sur l'économie du développement

Par rapport aux six groupes de travail prévus pour 1996 (voir ci-contre), la règle du jeu a été clairement précisée. Ceux-ci doivent expliciter clairement ce qui justifie leur prise en charge par un réseau et ce qui les distingue des missions des bureaux d'études, des organismes de recherche ou des agences de coopération. Le ciblage des groupes de travail se doit d'être précis : qui est demandeur? Avec qui travaille-t-on? Avec quelle méthode? En définitive, la question de ce que l'IR peut apporter de plus ou de différent doit être en permanence présente au moment de définir un groupe de travail et de l'animer.

D'autre part, il est important de bien cadrer la durée de vie des groupes de travail pour éviter tout « enlisement ». Au bout de deux ans de fonctionnement, il doit être possible d'évaluer ses premiers résultats. Une des façons d'apprécier le chemin parcouru pourrait être de se poser la question suivante : « *Avons-nous une autre vision du problème qu'au départ?* »

Un autre chantier important de l'IR concerne la définition d'une politique de communication. Celle-ci doit permettre de clarifier l'identité de l'IR et, par conséquent, d'aider chacun à mieux s'y situer. Cette recherche d'une plus grande visibilité externe pourrait également faciliter la réflexion sur des collaborations possibles avec des réseaux voisins : Femmes et développement, Agriculture paysanne et modernité (APM)...

Enfin, sur le plan de l'organisation, quelques précisions ont été apportées. Un vice-président africain de l'IR pourrait être nommé très prochainement. La composition définitive du comité technique sera établie dans un délai de six mois. Il s'agit d'une part de rééquilibrer (selon des critères géographiques et d'appartenance institutionnelle) cette instance et d'autre part de s'assurer que tous les membres du comité provisoire sont toujours intéressés. Cette participation suppose une implication dans la vie de l'IR : réactions aux compte-rendus des réunions de bureau, envoi d'informations au secrétariat permanent, participation à un ou plusieurs groupes de travail, contact de membres de l'IR lors de voyages à l'étranger...

Demandez le programme !

Au sein de l'Inter-Réseaux, six groupes de travail sont sur pied pour 1996. Comment fonctionnent-ils? Quel est leur projet? Rapide revue de détail.

1. Développement local et décentralisation

Alors que le Sud fait peu à peu l'apprentissage de la décentralisation, comment émergent, peuvent être accompagnés des processus de développement local? Des questions comme le financement, l'articulation ville/campagne, les relations initiatives privées/collectivités locales/Etat, la négociation autour de la gestion des ressources naturelles etc., seront abordées dans ce groupe de travail qui s'inscrit dans la continuité de celui du réseau Recherche et développement intitulé « gestion des terroirs ».

La méthode retenue consiste à combiner des activités au Sud et au Nord. Sur ce premier niveau, des études vont être réalisées dans trois-quatre pays d'Afrique et devraient servir de base à une réflexion sur les pratiques et la méthodologie. Au Nord, des outils documentaires devraient être édités et des rencontres réalisées avec des institutions d'appui au développement local.

Animation : Marie-Christine Guéneau, Iram • Jacques Mercoiret, Ciepac.

Un marché au Mali : quel avenir pour les marchés vivriers ?